

INTRODUCTION. LE MODÈLE SUÉDOIS D'UN SIÈCLE À L'AUTRE¹

L'intérêt pour le modèle économique et social de la Suède ne date pas d'hier. En 1936 déjà, intrigué par la lecture de *Sweden: the Middle Way* du journaliste américain Marquis Childs, le président Franklin D. Roosevelt y dépêcha un groupe d'experts pour étudier sur place le « compromis constructif entre le socialisme et le capitalisme », comme le sous-titre du livre l'annonçait. Deux ans plus tard, c'était au tour de la Fabian Society, l'organe intellectuel du Parti travailliste britannique, d'organiser un voyage d'études dont est issue une série d'articles sur les réformes du gouvernement social-démocrate et la coopération sur le marché du travail. Ces premières missions témoignaient d'une curiosité qui ne se démentirait plus dans les décennies suivantes, à mesure que les contours du modèle suédois commençaient à apparaître plus clairement. Les termes du débat évoluaient au fil du temps et au gré des modes ; à l'époque des Trente Glorieuses, le mot clef était la coopération ; de nos jours, on s'intéressera plutôt au rôle de la confiance dans les relations

1. L'auteur tient à remercier Philippe Frémeaux et Jean-Claude Barbier pour leur relecture et leurs commentaires précieux.

sociales. Mais au fond, c'est toujours la même question qui se pose : savoir comment réguler le capitalisme, comment défendre la société face aux forces marchandes qui la sapent de l'intérieur. C'était déjà la grande question « de notre temps » posée par Karl Polanyi² dans son ouvrage classique *La Grande Transformation* (1944) : le libéralisme du XIX^e siècle avait détruit les solidarités et défait les liens sociaux au nom d'une construction idéologique, celle du « marché » abstrait et autorégulateur, multipliant dans son aveuglement les crises sociales et conduisant finalement aux désastres du siècle suivant. La tâche du réformisme du XX^e siècle était de « réenchâsser » le marché dans la société, de réaffirmer la supériorité du social sur l'économique sans pour autant nationaliser l'ensemble des moyens de production ni étouffer la liberté d'entreprendre.

Réenchâsser sans étouffer, oui mais comment ? Le compromis trouvé par la Suède a fait parler de lui par son ambition de réduire radicalement l'emprise du marché dans tous les domaines de la protection sociale tout en développant des secteurs marchands dynamiques. Sans doute l'économie suédoise de l'époque a-t-elle été aidée par le contexte international : le pays n'ayant pas participé au conflit mondial, ses entreprises remplissaient leurs carnets de commandes en reconstruisant les pays qui sortaient de la guerre. Mais ce n'était pas tout ; clairement, l'économie

2. *La Grande Transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1983 pour la traduction française.

n'y était pas un but en soi mais le moyen d'une profonde transformation sociale.

Dès les années 1960, on voyait ainsi une société en voie de modernisation rapide, capable d'éradiquer en quelques décennies la pauvreté et la misère qui l'avaient tant marquée pendant des siècles, d'élargir le champ des services sociaux et de restructurer le tissu productif par la voie du dialogue plutôt que dans l'affrontement. À partir des années 1970, on y découvrait une politique de plus en plus soucieuse d'égaliser les conditions de vie et de transformer les rapports sociaux, notamment la relation homme-femme. Plus près de nous, à la fin des années 1990, à peine sortie d'une crise économique très profonde, l'économie suédoise réémergea comme la championne de l'innovation et des nouvelles technologies de l'information, la société suédoise affichant une confiance dans l'avenir qui contrastait fortement avec le pessimisme ambiant d'autres pays européens, au premier rang desquels figurait la France. À la question de savoir si la mondialisation était conciliable avec un vaste État social et une protection sociale généreuse, le modèle suédois semblait apporter une démonstration sans équivoque. Les voyages d'études se multipliaient pour examiner sur place la culture d'adaptation au changement – en Suède ou dans les pays voisins, car entre-temps l'observation s'était étendue à l'ensemble des pays de la région, la Suède devenant l'emblème d'un modèle nordique ou scandinave plus large. On découvrait au passage toutes les nuances qui distinguent ces « petits » pays du Nord par-delà leur air de famille : l'école suédoise ne vaut apparemment pas la finlandaise, la flexisécurité est plutôt une « exception danoise », etc.

Plus récemment, c'est la Suède qui a accueilli le plus grand nombre de réfugiés par habitant pendant la crise de 2015 et qui a maintenu l'ouverture de ses frontières le plus longtemps. La vague a été exceptionnelle par son ampleur, mais le pays en avait connu d'autres, de la guerre du Vietnam à celles de l'ex-Yougoslavie. La forte croissance démographique des trente dernières années a été essentiellement l'œuvre de l'immigration : 16 % de la population est aujourd'hui née à l'étranger³, à Stockholm le taux est deux fois supérieur. Les frontières ont fini par se refermer comme partout ailleurs en Europe, et l'entrée de l'extrême droite au Parlement en 2010 rappelle que la Suède fait face aux mêmes tensions et aux mêmes menaces que le reste du continent. C'est aujourd'hui un pays profondément transformé qui continue de consacrer beaucoup de moyens publics à la politique d'intégration tout en maintenant un marché du travail unifié, sans créer de secteurs à bas salaires et aux protections au rabais où les nouveaux arrivés seraient invités à se débrouiller.

C'est aussi la Suède qui a adopté, début 2017, une loi parmi les plus ambitieuses en matière de lutte contre le réchauffement climatique, allant plus loin que les précédents danois ou britannique dont elle s'inspire, faisant une obligation légale de l'objectif de réduction des émissions de 75 % en 2030 et de zéro émissions nettes à l'horizon

3. Ce taux monte à 20 % si nous incluons les personnes nées en Suède mais dont les parents sont nés à l'étranger. Le faible écart entre les deux façons de mesurer l'immigration montre que celle-ci est surtout d'origine récente.

de 2048. En 1991 déjà, le pays avait été parmi les tout premiers à introduire la taxe carbone. La Suède agit donc, mais fait-elle assez? Si la question est rhétorique – car personne ne fait assez en la matière –, l'esprit de suite des décideurs publics suédois mérite néanmoins d'être remarqué, car cette capacité d'inscrire une ligne dans la durée contraste fortement avec les blocages politiques rencontrés dans beaucoup d'autres pays, qui empilent les rapports les uns sur les autres dans une interminable chaîne de l'impuissance collective. Le modèle suédois, c'est aussi la qualité de l'action publique, ou de la gouvernance démocratique si l'on veut. Cette qualité-là n'est pas une donnée culturelle innée, elle tire sa force du modèle social.

Ce livre poursuit à sa façon la lignée initiée par Childs, où le détour par le modèle suédois permet de mieux réfléchir sur nos propres problèmes. D'où les comparaisons, assez nombreuses sans être systématiques, avec les évolutions en France. En effet, le débat français est souvent confus dans ses références européennes : certaines évolutions du modèle français sont parfois présentées, le plus souvent à tort, comme un rapprochement avec les modèles scandinaves ; de même, on utilise le terme « social-démocrate » de façon superficielle, pour décrire des projets qui ont peu à voir avec la tradition sociale-démocrate, en tout cas celle des pays scandinaves. Les meilleures illustrations en sont la récente réforme française de la loi Travail et les réformes annoncées dans ce domaine depuis les élections présidentielles de 2017, mais ce ne sont pas les seuls exemples.

Au-delà du seul débat français, il en va de la forme que prendra demain le modèle social européen – les traditions

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. LE MODÈLE SUÉDOIS D'UN SIÈCLE À L'AUTRE 9

I. LA « GRANDE TRANSFORMATION » SOCIALE-DÉMOCRATE 21

1. La social-démocratie et les mouvements sociaux 24
 2. La social-démocratie et le féminisme 27
 3. La social-démocratie et la nation 29
 4. L'« individualisme d'État » 32
 5. Compromis entre capital et travail 33
 6. Un modèle toujours social-démocrate ? 38
-

II. MÉRITER LA CONFIANCE 43

1. Confiance et consentement à l'impôt 45
 2. Confiance et modèle suédois 49
 3. Modèle suédois et mobilité sociale 51
-

III. APAISER LES RELATIONS SOCIALES 57

1. Des partenaires sociaux puissants 59
2. L'accord de Saltsjöbaden, une brève histoire de la construction sociale de la confiance 62

3. Le principe d'une signature syndicale unique	66
4. La place des négociations	69
5. Une négociation collective centralisée	72
6. L'impact de l'intégration européenne	77

IV. RÉDUIRE L'EMPRISE DU MARCHÉ 79

1. L'émergence d'un État social universel	81
2. Redistribution « en nature »	82
3. Gestion décentralisée et financement local	85
4. État social employeur	87
5. Distinction entre production et financement	89
6. La santé publique au cœur du débat	91
7. Garantie d'accès et plafonnement des frais	97
8. La crise du logement social	98

V. PARTAGER LES RISQUES SOCIAUX 101

1. Un modèle universel sous pression	104
2. La place croissante des conventions collectives	107
3. Restauration du régime général et intégration des catégories nouvelles	109
4. Congé parental, une transformation sociale en cours	111
5. Assurance maladie : le retour des « deux vitesses »	113
6. La crise de l'assurance chômage	116

7. Réforme des retraites : plus transparente, moins généreuse	120
---	-----

VI. LA CRISE DU MODÈLE ET SON RENOUVEAU	127
--	-----

1. L'avenir du travail	131
------------------------	-----

VII. LE MODÈLE SOCIAL ET LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE	137
--	-----

1. Crise sociale, crise écologique	141
------------------------------------	-----

2. Modèle social et soutenabilité : trois enjeux clefs	142
--	-----